

Présidence de la République Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA)		APCAM/MSU/USAID Projet de Mobilisation des Initiatives en matière de Sécurité Alimentaire au Mali (PROMISAM)
		

CSA/PROMISAM

“Projet de Mobilisation des Initiatives en Matière de
Sécurité Alimentaire”

http://www.aec.msu.edu/agecon/fs2/mali_fd_strtgy/index.htm

**Plans communaux de sécurité alimentaire et leur relation
avec les PDSEC, le PNSA et les Banques de céréales**

Abdramane Traoré et Niama Nango Dembélé

PROMISAM Document de Travail no. 08-01

Bamako, janvier 2008

Plans communaux de sécurité alimentaire et leur relation avec les PDSEC, le PNSA et les Banques de céréales

par

Abdramane Traoré et Niama Nango Dembélé

30 janvier 2008

1 . Définition d'un plan de sécurité alimentaire :

Un plan se définit comme un ensemble cohérent d'objectifs (ce que l'on veut avoir), de stratégies (comment atteindre ces objectifs) sur un horizon de temps (court, moyen, ou long) et d'actions pour atteindre ces objectifs. Partant de cette définition universelle du plan, un plan communal de sécurité alimentaire est un ensemble d'objectifs définis par la communauté, de stratégies à mettre en œuvre et d'actions à réaliser sur un horizon de temps pour atteindre sa sécurité alimentaire structurelle.

2 . Processus d'élaboration des plans de sécurité alimentaire par les communes

Pour l'élaboration des plans communaux de sécurité alimentaires l'approche utilisée a été la suivante:

- **la tenue des ateliers de formation dans les chefs lieu de cercle:** ces ateliers organisés conjointement par le CSA et PROMISAM avaient pour but de renforcer les capacités des collectivités dans l'élaboration et le suivi évaluation des plans de sécurité alimentaire. Ont pris part à ces ateliers : les Préfets, les Sous préfets, les Maires, les représentants des services techniques, les conseillers CCC, les secrétaires généraux des communes, une femme rurale et un jeune rural par commune, les représentants des organisations de la société civile (associations du secteur rural, du commerce, des transports, etc.), des représentants des partenaires au développement (ONG, Projets de développement), les représentants de la presse locale. Les sessions ont été animées par les Directeurs Régionaux de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population, la représentante du Commissariat à la Sécurité Alimentaire et le représentant du PROMISAM. Elles ont porté sur :
 - La prise en main des concepts de sécurité alimentaire
 - La connaissance de la situation de la sécurité alimentaire au Mali et dans le monde
 - Les instruments élaborés et mis en œuvre par le Mali pour construire une sécurité alimentaire structurelle
 - L'utilisation des concepts de sécurité alimentaire pour l'élaboration et le suivi évaluation d'un plan de sécurité alimentaire.

Ces sessions de formation ont été suivies par l'élaboration des plans de sécurité alimentaire par les communes avec l'appui technique des conseillers CCC sous

la supervision des Directions Régionales de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population.

▪ **La Production des plans :**

La production des plans a comporté les deux phases suivantes :

- **La phase de diagnostic et de concertation communale:** elle a été faite sous forme d'Assemblée Générale, donc de façon participative, dans les villages pour recenser toutes les contraintes, les potentialités de la commune en matière de sécurité alimentaire afin d'établir une situation de référence et de proposer des solutions appropriées pour résoudre les contraintes.
- La phase de planification/programmation: elle a consisté à la mise en place d'une commission technique composée d'élus, de services techniques et de représentants d'organisations paysannes et d'ONG. Cette commission a élaboré le plan proprement dit en fonction des informations reçues des populations au cours du diagnostic selon les quatre piliers de la sécurité alimentaire à savoir: la disponibilité des aliments, l'accès aux aliments, l'utilisation des aliments et la stabilité dans l'approvisionnement.
- L'adoption des plans : elle a été faite au cours d'une session du conseil communal élargie à l'ensemble des acteurs. A cette session, le plan a été présenté, discuté, amendé et adopté. La délibération issue de cette session a été transmise à l'Autorité de Tutelle.

3 . Relation des plans avec :

• **Les PDESEC**

Les Programmes de Développement Economique et sociale sont élaborés pour atteindre les objectifs de développement identifiés par les communes. Même si les premières générations des PDSEC ont mis beaucoup plus l'accent sur le développement des infrastructures (sanitaires, scolaires, routières...) force est de reconnaître que le développement repose d'abord et avant tout sur la satisfaction des besoins alimentaires des membres de la communauté. **Ainsi, les plans de sécurité alimentaire ayant pour objectif général la satisfaction structurelle des besoins alimentaires de la population constituent des composantes des PDSEC. Il faut donc éviter d'opposer les plans de sécurité alimentaire aux PDSEC et chercher plutôt à intégrer les deux démarches.**

• **Le PNSA**

La mise en œuvre du PNSA repose sur l'identification des actions définies par la communauté pour l'atteinte de leur sécurité alimentaire structurelle. A cet effet, les plans locaux de sécurité alimentaire constituent le socle du PNSA.

A titre d'exemple : pour l'utilisation de la première mise de 500 millions de FCFA par le Gouvernement pour la mise en œuvre du PNSA, les activités ont été retenues à partir des plans des communes des cercles de la région de Gao (Gao, Bourem, Ansongo et Ménaka). Il faut rappeler qu'au moment du déclenchement de cette opération, seule la région de Gao disposait de plans de sécurité alimentaire aux niveaux commune, cercle, et région à cause du fait qu'elle a été la première région du démarrage des activités du PROMISAM.

- **Les Banques de céréales**

Au Mali, les aliments proviennent de l'agriculture qui se pratique une fois l'an, c'est-à-dire au cours de la période pluvieuse de juin à septembre. Ainsi pour assurer un approvisionnement continu de la population tout au long de l'année, il est indispensable de constituer des stocks conséquents. Ainsi donc, les banques de céréales qui sont des stocks de proximité, permettent de réguler l'offre dans le temps et dans l'espace par rapport à une demande relativement constante. Par cette fonction, les banques de céréales participent à la fois stabilité des approvisionnements et à l'accessibilité économique aux vivres par un plus grand nombre. Partant de cette réalité, tous les plans communaux de sécurité alimentaire ont proposé la constitution des banques de céréales pour assurer la régularité des approvisionnements à des prix abordables pour un plus grand nombre de consommateurs pendant la période de soudure.